Trivium

Revue franco-allemande de sciences humaines et sociales - Deutsch-französische Zeitschrift für Geistes- und Sozialwissenschaften

31 | 2020

La culture politique de la République romaine

Présentation

Jean-Michel David

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/trivium/7018>

DOI : 10.4000/trivium.7018

ISBN : 1963-1820

ISSN : 1963-1820

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Référence électronique

Jean-Michel David, « Présentation », *Trivium* [En ligne], 31 | 2020, mis en ligne le 30 juin 2020, consulté le 24 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/trivium/7018> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/trivium.7018>

Ce document a été généré automatiquement le 24 août 2021.

Les contenus de la revue *Trivium* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Présentation

Jean-Michel David

- 1 Ce numéro de *Trivium* qui porte sur la culture politique de la République romaine intervient à une étape importante de l'historiographie consacrée à cette période de l'Histoire. Le sujet n'est pas simple tant ce moment fut riche d'événements et de conflits. L'expansion de la domination romaine sur tout le monde méditerranéen qui le caractérise s'est accompagnée de conflits intérieurs violents qui ont permis l'émergence de personnalités l'emportant sur leurs concitoyens – Sylla, Pompée, César pour ne citer qu'eux – au point que de guerre civile en guerre civile, la cascade des événements s'acheva dans la fin de la *libera res publica* et la mise en place de la monarchie impériale augustéenne. Un tel bouleversement a défié et défie toujours les historiens sommés de lui apporter des interprétations pertinentes. De fait, depuis que l'historiographie savante existe, bien des concepts et systèmes de référence ont été mis à l'épreuve : l'histoire des institutions, qui portait sur les règles juridiques du fonctionnement et des dysfonctionnements de cette république ; l'histoire des idées, qui s'intéressait aux représentations et aux programmes ; l'histoire économique et sociale, qui cherchait l'origine des conflits dans les transformations de la société ; l'histoire factuelle des événements, qui le plus souvent appréciait les actes des individus au travers des passions habituelles d'une Humanité éternelle ; pour finir une vision plus ou moins réfléchie qui s'appuyait sur tout cela à la fois.
- 2 Depuis la fin des années soixante du siècle précédent cependant, deux modèles se mettaient en place, qui rompaient avec les analyses qui ne voyaient dans les caractères spécifiques de la société romaine que des faits de civilisation ou avec celles qui jugeaient des choix de ses membres comme mus par une éthique banale commune aux hommes de tous les temps. Elles visaient en effet à rendre compte des règles qui régissaient les comportements des citoyens romains dans le respect de leur spécificité. Mais l'un était allemand quand l'autre était français et ils ne se rencontraient pas. Les deux principales raisons tenaient au manque réciproque de familiarité linguistique et aux tropismes anciens des collaborations entre pays, qui faisaient que les Allemands se tournaient plutôt vers le monde anglo-saxon, tandis que les Français entretenaient des relations privilégiées avec les historiens italiens. Deux auteurs importants étaient ainsi à l'origine de ces réflexions novatrices qui rétablissaient la logique des normes

civiques : Christian Meier¹ en Allemagne, qui publiait en 1966 son livre *Res publica amissa, eine Studie zu Verfassung und Geschichte der späten römischen Republik* et en France, Claude Nicolet², qui en 1976 faisait paraître *Le métier de citoyen dans la Rome républicaine*. Dans les deux cas, l'analyse était structurale, mais elle n'avait pas exactement la même ambition. Comme l'indiquait le sous-titre de *Res publica amissa* (*Verfassung und Geschichte*), il s'agissait de rendre compte des blocages et des conflits qui avaient accompagné l'effacement de la République dans la monarchie impériale : une histoire d'un système politique donc, mais subordonnée à la logique des comportements aristocratiques. Christian Meier mettait ainsi en place des concepts importants qui devaient provoquer le débat : il s'agissait d'une « politische Grammatik » qui informait une « gewachsene Verfassung » mais qui, incapable de changement, créait les conditions d'une « Krise ohne Alternative ». Dans le cas du *Métier de citoyen*, l'analyse portait sur les règles qui fondaient la relation du citoyen à la cité selon un principe d'égalité géométrique qui associait la fortune, la vertu et les responsabilités politiques. Sous la notion de constitution mixte, les conditions sociales et politiques d'un équilibre étaient ainsi atteintes, mais elles ne reposaient en fait que sur des comportements civiques que régulaient des procédures d'évaluation fiscale et morale.

- 3 Ces deux modèles devaient avoir une postérité importante. D'abord parce qu'ils rompaient avec les considérations purement institutionnelles ou relevant de la notion de civilisation. Et surtout parce que leurs deux auteurs, tous deux professeurs dans des universités importantes, firent école. On trouvera dans les pages qui suivent les indications bibliographiques qui permettent de suivre le phénomène. On notera en particulier le rôle que joua une polémique qui opposa des protagonistes de ces deux courants à des historiens anglo-saxons attachés à une vision plus positiviste du fonctionnement politique. Disons simplement ici que les développements issus de ces deux apports fondateurs se firent selon les lignes de force des traditions historiographiques allemande et française. La première s'inscrivait dans une grande tradition de science juridique et politique et privilégiait l'étude des règles de comportement tout en faisant appel aux apports de la sociologie. La seconde restait fidèle à l'Histoire sociale et à l'école des Annales et maintenait une analyse qui tînt compte des contraintes économiques, sociales et culturelles qui déterminaient les conduites civiques.
- 4 Bien des articles ou contributions pourraient en témoigner. On notera cependant que les freins à la compréhension réciproque soulignés plus haut demeurent. Mais que des initiatives comme ce numéro de *Trivium* visent à les lever³. Le choix qui a été fait ci-après a ainsi pour objectif de rendre compte certes de la diversité des approches, mais aussi d'un intérêt commun pour les paradigmes qui se dessinent dans les comportements et qui apportent une définition renouvelée de la République romaine.

NOTES

1. Sur Christian Meier, v. Barnett, M. / Nippel, W. / Winterling, A. (éd.) : *Christian Meier zur Diskussion : Autorenkolloquium am Zentrum für interdisziplinäre Forschung der Universität Bielefeld*, Stuttgart, 2008.
 2. Sur Claude Nicolet, v. David, J.-M. / Demougin, S. / Deniaux, E. / Ferrary, J.-L. / Virlouvet, C. (éd.) : *Hommage à Claude Nicolet, historien et citoyen*, CCGG, 22, 2011.
 3. Elle se situe dans la continuité d'une table ronde organisée à Strasbourg en 1994 ; v. Bruhns, H. / David, J.-M. / Nippel, W. (éd.) : *Die späte römische Republik, la fin de la République romaine, un débat franco-allemand d'histoire et d'historiographie*, Rome, École française de Rome, 1997.
-

INDEX

Mots-clés : culture politique, République romaine, présentation

Schlüsselwörter : politische Kultur, römische Republik, Vorbemerkung

AUTEUR

JEAN-MICHEL DAVID

Jean-Michel David est professeur émérite d'Histoire romaine à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Pour plus d'informations, voir la notice suivante.